



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 217 Juillet - Aout 2007

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

<http://www.lemil.org>

une victoire nette de la droite, **ET MAINTENANT ?**

par Jacques ROUGEOT, professeur émérite à la Sorbonne

Si l'on en croit la plupart des commentaires, le climat politique de la France aurait changé en quelques heures, très précisément entre le matin et le soir du 17 juin, jour du deuxième tour des élections législatives. Depuis le 6 mai, la droite vivait dans

une apesanteur euphorique sur un beau nuage bleu, tandis que la gauche s'enfonçait dans un tunnel qui paraissait sans fin. A partir du dimanche soir, changement brutal dans le moral des troupes : les vainqueurs exhalent l'amertume du dégrisement et les vain-

cus redressaient la tête et retrouvaient la lumière. Maintenant, nous avons les pieds sur terre, les chocs successifs commencent à être digérés : c'est le bon moment pour faire un rapide bilan et pour tenter d'éclairer l'avenir proche.

PRÉSIDENTIELLE : LES ACQUIS

Il y a maintenant un avant et un après l'élection présidentielle. C'est en effet à l'occasion de cette élection que les changements les plus profonds et probablement les plus durables ont été acquis.

Tant que les faits n'ont pas rendu leur verdict, on ne peut pas savoir si un programme annoncé pourra être réalisé, et dans quelles proportions. En revanche, il est un domaine qui se situe plus en profondeur et qui évolue sur le long terme, c'est celui des idées ou, pour mieux dire, des mentalités. Le phénomène récent que chacun a pu constater, c'est ce qu'on appelle généralement le déblocage des idées de droite. Cette expression donne sans doute une vue trop intellectuelle de la réalité. Il s'agit en fait de quelque chose de plus profond, ressenti au moins autant que pensé, pas toujours conscient : une façon de voir le monde, les relations entre les hommes, de réagir spontanément aux problèmes pratiques qui se posent. Sans philosopher dans l'abstrait, Nicolas Sarkozy a donné un contenu à cette conception en martelant certains thèmes, certains mots : le travail, le mérite, l'initiative, la discipline, la famille, l'identité nationale. Le grand changement, c'est le retour à la réalité, aux leçons de l'expérience, à tout ce qu'il y a de concret, de tangible dans les relations humaines et l'organisation de la so-

ciété, en opposition aux idées désincarnées qui régnaient sans partage dans les décennies précédentes et qui étaient essentiellement fondées sur l'utopie de l'égalitarisme et



du nivellement.

Ce changement de cap ne s'est pas fait tout d'un coup. Il a été longuement préparé. La bataille des idées, longtemps étouffée par les médias et par la coalition des bien-pensants conformistes, n'a pourtant jamais cessé. Nous avons pris notre part dans ce combat avec constance et opiniâtreté. Nos idées ont régulièrement gagné du terrain, tout simplement parce qu'elles étaient confirmées par les faits. Elles se sont imposées dans l'air du temps, comme en suspension, beaucoup plus répandues que les apparences ne pouvaient le faire croire.

Une rencontre, entre autres, est à cet égard significative. L'un des temps forts dans les discours de Nicolas Sarkozy, surtout à la fin de la campagne, était la dénonciation de l'esprit de Mai 68. Or, quelques semaines plus tôt, l'UNI avait choisi, comme axe de sa campagne pour l'élection au Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la recherche : «Tourner la page de Mai 68».

Nicolas Sarkozy n'a évidemment pas remporté seul la bataille des idées, mais son action a été déterminante. Au cours de sa campagne, il a eu le grand mérite, en formulant les choses de façon claire et percutante, de donner un contenu concret et cohérent à des conceptions jusqu'alors diffuses. Grâce à sa victoire, il a donné à ces conceptions non seulement un droit de cité, mais une légitimité indiscutable, si bien que ceux qui tenaient précédemment le haut du pavé sont maintenant sur la défensive.

C'est donc bien une bataille décisive que nous avons remportée avec Nicolas Sarkozy. Toutefois, selon la formule consacrée, nous n'avons pas pour autant gagné définitivement la guerre qui, dans ce domaine, n'a jamais de fin. Exploitions donc, sans relâcher notre vigilance et nos efforts, l'avantage que nous avons d'engager les actions à venir sur des positions renforcées.

PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES : UN CONFLIT DE LÉGITIMITÉ ?

La plupart des commentateurs présentent les scrutins du printemps 2007 comme une élection à quatre tours. Sur cette lancée, ils suivent à leur manière l'évolution du corps

électoral : forte adhésion à la droite lors des trois premiers tours, retombée et retour vers la gauche au quatrième tour. A partir de là, une interprétation s'insinue tout naturelle-

ment ou même s'exprime ouvertement : l'électorat s'est d'abord porté vers la droite de façon factice et irréfléchie, mais, à la réflexion, il revient vers la gauche, et c'est ce

quatrième tour qui nous indique le mieux l'état actuel de l'opinion et le rapport des forces. Le moins qu'on puisse dire est que cette interprétation mérite d'être revue et corrigée à la lumière des faits.

D'abord, il est certain qu'il n'y a pas eu quatre tours de même nature, et encore moins trois plus un. Il y a eu deux élections de nature différente, la présidentielle et les législatives, qui n'obéissent pas aux mêmes logiques et aux mêmes règles et qui ne se situent pas au même niveau.

Pour déterminer les grandes orientations et les préférences profondes des citoyens français, l'élection présidentielle détient une prééminence indiscutable. Elle la détient par nature puisque, en principe, les questions débattues se situent toutes au niveau national, sans interférence de considérations locales ou trop particulières. La France constitue une seule circonscription, la campagne électorale est la même partout, les bulletins de vote sont les mêmes pour tous les électeurs.

De plus, l'élection de 2007 a accentué ces caractéristiques. La campagne électorale s'est, de fait, étendue sur plusieurs mois. Les questions de fond ont été mises sur la table et elles ont intéressé de plus en plus les citoyens, comme l'ont montré les sondages et comme l'a confirmé avec éclat le taux de participation, proche d'un record historique. Le résultat de l'élection présidentielle, à l'issue des deux tours, exprime donc bien la volonté profonde et réfléchie de la majorité des Français.

Les élections législatives présentent, sur bien des points, des caractéristiques inverses. Les électeurs considèrent que,

l'essentiel ayant été acquis lors de l'élection présidentielle, les élections législatives ne portent guère que sur des modalités d'exécution. A tort ou à raison, elles sont donc considérées comme subordonnées à l'élection présidentielle, donc d'un rang inférieur. De plus, même si elles élisent une assemblée nationale unique, chaque circonscription possède ses caractéristiques particulières qui viennent interférer avec les considérations nationales.

Les élections de 2007 ont encore accentué cette différence de dignité que les électeurs mettent entre la présidentielle et les législatives, puisque, cette fois-ci, ce sont les abstentions qui atteignent presque un record historique. Vingt points de différence entre les deux élections, cela fait à peu près huit millions de votants lors des deux tours de la présidentielle qui ne se sont pas dérangés pour les deux tours des législatives. La légitimité de fait ne se situe pas au même niveau.

Pour autant, il ne faut pas nier que le deuxième tour des législatives a été moins favorable à la droite et moins mauvais pour la gauche que les scrutins précédents. Les raisons généralement invoquées sont probablement les bonnes. Quels que soient les mérites et les inconvénients de la «TVA sociale», ce n'était assurément pas une bonne idée de la mettre en débat entre les deux tours des législatives, tout simplement parce que cette question complexe ne pouvait pas être expliquée en quelques jours et qu'elle se prêtait trop facilement à une présentation caricaturale de la part de la gauche. Il y a donc eu, à droite, une faute non pas de nature économique, mais de nature politique. On ne manque pas de désigner des coupables.

Certains prétent même à Tel ou Tel des arrière-pensées machiavéliques, hypothèse peu probable en raison de la complication de l'éventuelle manœuvre et du caractère hasardeux des résultats escomptés. Quoi qu'il en soit, il n'est pas très rassurant de constater que le gouvernement a quelque peu tangué en l'absence de Nicolas Sarkozy, retenu sur la scène internationale, qui n'a pu intervenir qu'au dernier moment, judicieusement mais trop tard.

L'autre raison invoquée pour expliquer le résultat du deuxième tour des législatives est le glissement des abstentions de la gauche vers la droite. Cette raison ne fait guère de doute, puisque le nombre total des abstentions est resté stable et que, dans de nombreuses circonscriptions, la tendance s'est inversée au profit de la gauche. La droite doit considérer ce fait comme un sérieux avertissement. Il manifeste une fois de plus l'excès de confiance et la négligence de certains de nos électeurs. Il révèle aussi l'affaiblissement de l'esprit militant dans les rangs de la droite, alors qu'il est toujours prêt à se réveiller à gauche. Les résultats de la croyance naïve en la toute-puissance de la «communication» montrent ici cruellement les limites de cette solution de facilité. Le militantisme est un ingrédient essentiel de la vitalité des partis, et encore plus en période électorale.

En résumé, la leçon qu'il faut tirer des élections présidentielle et législatives est double : le corps électoral français est assurément orienté à droite, mais une victoire électorale peut à tout moment être remise en cause.

UNE VICTOIRE NETTE, MAIS UNE SITUATION FRAGILE

Nous sommes bien là, en effet, au cœur d'un débat qui amène à poser une question de fond : toutes les conditions sont remplies pour que les socialistes, et la gauche en général, subissent une débandade sanglante et durable, et pourtant la situation électorale reste fragile.

Ces conditions défavorables aux socialistes sautent aux yeux. Le parti socialiste n'a plus d'idée directrice depuis une bonne quinzaine d'années. Il ne faut pas oublier ce que Mitterrand disait en 1981 : «L'inspiration principale du parti socialiste est et demeure marxiste». Cette «inspiration», déjà bien obsolète à l'époque, n'a jamais été désavouée par la suite, et encore moins remplacée. Le parti socialiste est donc orphelin du marxisme.

A défaut d'une remise en cause officielle, il aurait pu au moins, par rapport aux réalités actuelles, prendre des positions pratiques acceptables, comme l'on fait ses «frères» européens. Loin de là, il a appliqué ou préconisé des mesures (35 heures, SMIC à 1500 euros) auxquelles personne ne croit et que certains, comme Ségolène Royal, récusent ouvertement.

Sur le plan de l'organisation, non seulement il ne dispose d'aucun chef incontestable, mais il donne le spectacle de déchirements sur la place publique entre les dirigeants et entre les divers courants. Cette situation, qui pourrait avoir le pathétique d'un drame, prend en fait les allures d'un vaudeville, pimenté, dans le cas des rapports entre Ségolène Royal et François Hollande, d'une inversion des rapports traditionnels entre les sexes. Dans l'imagerie courante, l'homme fait passer avant tout les questions de pouvoir et de carrière, souvent au détriment de sa vie privée et de ses sentiments intimes, domaines considérés comme plutôt féminins. Cette fois-ci, c'est madame qui répudie monsieur en l'invitant à quitter le domicile commun et qui l'autorise dédaigneusement à aller vivre ailleurs «son histoire sentimentale», de façon qu'elle puisse continuer à assumer sans entraves les fonctions d'un homme digne de ce nom.

En considérant tous ces éléments, on se dit que, rationnellement, objectivement, le parti socialiste n'a guère plus de raison de subsister que le parti communiste. Pourtant, s'il est vrai qu'il a subi une défaite très nette au printemps 2007, on ne peut parler de dé-

route irrémédiable. D'abord, il a connu des défaites plus lourdes, en 1993 et en 2002, dont il s'est remis rapidement en remportant les élections législatives de 1997 et en gagnant 20 régions sur 22 en 2004. Cette fois-ci, même sa défaite la plus spectaculaire, celle de la présidentielle, reste dans des limites qui n'ont rien d'exceptionnel. Trois points au-dessus ou en dessous de la moitié des suffrages (53/47 %) ne constituent pas un abîme infranchissable dans un avenir qui peut même être proche. Après tout, Jacques Chirac avait été battu plus nettement en 1988, ce qui ne l'a pas empêché de se rétablir brillamment en 1995 et 2002.

Dans le cas présent des rapports entre la droite et la gauche, il n'y a pas de relation mécanique entre l'inconsistance idéologique du parti et les résultats électoraux qu'il obtient. C'est une situation intellectuellement choquante, mais qu'il faut bien constater. Autrement dit, la droite a incontestablement gagné la bataille des idées, mais cela ne garantit nullement qu'elle remportera les prochaines batailles électorales.

Les raisons de ce paradoxe ne sont pas faciles à démêler. Force est de constater

que ce ne sont pas les idées pures qui mènent le monde, mais plutôt des tendances profondes, liées à des tempéraments.

Très schématiquement, on peut dire que, de longue date, deux groupes se trouvent face à face. L'un est porté à l'utopie égalitariste, au collectivisme, à la dissolution des responsabilités : c'est la gauche. L'autre, la droite, plus individualiste, met en avant la prise en compte de la réalité, le mérite, la responsabilité personnelle, la recherche de l'excellence. Aucune argumentation rationnelle ne peut prévaloir contre ces tendances profondes.

En France, les rapports numériques entre les deux groupes ne sont jamais très loin de l'égalité. Aucun des deux ne descend en dessous de 45 % (très rarement 40 %) et ne monte au-delà de 55 ou 60 %. Le basculement en faveur d'un camp ou de l'autre est dû en partie à un certain électoral flottant, qui peut passer d'un côté à l'autre, mais surtout à la proportion d'abstentionnistes. C'est souvent la mobilisation d'un électoral potentiel ou sa démobilitation qui fait le succès ou l'échec. Comme on se situe toujours aux alentours de l'égalité des forces, il suffit de déplacements de voix assez modestes pour entraîner des différences sensibles

dans les résultats. Qui plus est, ces mouvements du corps électoral sont amplifiés de façon spectaculaire dans la répartition des sièges du fait du mode de scrutin majoritaire.

Donc, la droite n'a pas une rente de situation en matière électorale. L'expérience prouve surabondamment qu'une victoire éclatante peut annoncer à brève échéance une défaite cuisante. Nous sommes à tout moment en situation de péril et de conflit. Toutes les forces qui composent la droite doivent agir en fonction de cette vérité première, désagréable sans doute, mais donnée de base inéluctable.

LES PREMIERS PAS DU NOUVEAU POUVOIR

Chacun reconnaît à Nicolas Sarkozy un pragmatisme qui est souvent une condition de l'efficacité. Cela ne doit pas faire oublier qu'il est aussi très sensible aux signes et aux symboles, aux gestes qui frappent l'opinion et qui sont perçus comme des révélateurs du sens profond de son action. Le premier de ces gestes, il l'a accompli immédiatement après son élection par la pratique de l'ouverture politique telle qu'elle s'est concrétisée dans la composition du gouvernement. Cette ouverture vers la gauche et vers le centre a fait grincer quelques dents parmi les électeurs de droite. Les réactions publiques ont été assez discrètes, mais on a bien vu, dans les conversations particulières, que beaucoup étaient perplexes, gênés, voire hostiles. Il est d'ailleurs probable que certains ont manifesté leur mauvaise humeur en s'abstenant aux élections législatives. Ces réactions compréhensibles et prévisibles, ne sont pas pour autant judicieuses car devant les complexités de la stratégie politique, il ne faut pas s'en tenir à ce qu'un premier mouvement peut avoir de rudimentaire.

La politique est un art exigeant qui a ses caractéristiques et ses règles particulières. Elle consiste, pour l'essentiel, à conquérir et à conserver le pouvoir de manière à avoir les moyens de mener une action que l'on estime salutaire pour le pays. Elle n'a donc rien à voir avec une activité charitable orientée vers la gestion des bonnes œuvres ou avec une cérémonie de distribution des prix pour les élèves méritants. Lorsque Nicolas Sarkozy dit en substance, pour répondre à la frustration de certains de ses partisans, que la reconnaissance relève du domaine privé alors que c'est l'efficacité qui doit être au service de la politique, il ne fait pas preuve de cynisme ou de brutalité. Il ne fait que reprendre à son compte une attitude qui est celle des hommes de pouvoir depuis des temps immémoriaux et que n'aurait pas désavoué, entre autres, le général de Gaulle. L'ouverture pratiquée par Nicolas Sarkozy est donc un geste politique qu'il faut juger en termes politiques et non en termes sentimentaux.

Voilà pour le principe. Qu'en est-il de l'application ? Au regard de la stratégie, cha-

cun est obligé de reconnaître que c'est un coup remarquable. Il prive d'abord la gauche de son principal axe d'attaque qui était de présenter Nicolas Sarkozy comme un ogre, un despote sectaire et impitoyable. Surtout, il jette dans les rangs socialistes une perturbation explosive en ravivant les rancœurs, les rivalités, les haines. Par un raffinement de cruauté, c'est le ci-devant couple Hollande-Ségolène qui est atteint directement par la captation de Jean-Pierre Jouyet, présenté jusqu'alors comme un de leur intimes. Pour citer encore de Gaulle, le programme contenu dans le titre de l'un de ses ouvrages, «la discorde chez l'ennemi» (disons pudiquement «l'adversaire») est, dans le cas présent, brillamment rempli.

Quant à l'ouverture vers le centre, pratiquée sous la forme d'un coup de filet collectif, elle allait pour ainsi dire de soi. Il suffisait d'une très légère chiquenaude pour faire pencher les députés centristes du côté de leur intérêt électoral et les faire revenir dans la chaleur du bercail. L'intérêt de l'opération, qui n'est pas négligeable, est de priver de troupes François Bayrou et donc de ramener à sa juste dimension la grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf. Le coup a donc été joué mais, avec les centristes, rien n'est jamais définitivement acquis. On peut jouer sur scène «embrassons-nous, Folleville», à condition de rester vigilant dans la coulisse.

Reste à examiner une objection qui repose sur une crainte souvent ressentie : la victoire qui couronne cette brillante opération stratégique ne risque-t-elle pas d'être payée trop cher si la présence au gouvernement de personnalités de gauche pèse sur l'action qui sera menée et l'infléchit dans un sens contraire à celui qu'ont voulu les électeurs de la majorité ? A vrai dire, le risque est faible. Nous ne sommes pas du tout dans le cas d'une coalition ou chaque composante serait nécessaire à l'équilibre de l'ensemble et aurait des armes pour jouer son jeu particulier. Ici, il s'agit de personnalités choisies individuellement, qui se sont ralliées au programme de Nicolas Sarkozy proclamé urbi et orbi, sans qu'il y ait eu besoin de négocier des modifications. Si l'on évoque l'hypothèse

d'une évolution pessimiste, c'est-à-dire si tel ou tel membre du gouvernement démissionnait, le dommage ne serait pas très grand car aucun n'a un poids personnel impressionnant et de plus ni le président, ni la majorité n'ont vraiment besoin de forces d'appoint. Si l'on voulait raisonner avec cynisme, on pourrait dire que le ralliement de personnalités de gauche a d'ores et déjà produit ses bénéfices stratégiques sans qu'il soit nécessaire de dépenser des trésors de séduction pour les retenir. Le président de la République a donc en toute hypothèse, la volonté (personne n'en doute) et les moyens de mener sa politique. Cela dit, tout en saluant la manœuvre stratégique qui a été brillamment conduite, on doit aussi rappeler une vérité de base qui est que toute politique, et surtout une politique ambitieuse, ne peut réussir que si elle peut compter sur le soutien de partisans résolus. Le dosage entre ouverture et renforcement des liens naturels est un art que Nicolas Sarkozy ne manquera pas de pratiquer avec brio.

La composition du gouvernement est donc l'événement le plus significatif qui ait marqué les premières semaines du double quinquennat, présidentiel et législatif, qui vient de s'ouvrir. Un autre indice du nouveau style d'exercice du pouvoir est fourni par l'attitude du président de la République après le second tour des élections législatives. Alors que de nombreux commentateurs interprétaient les résultats comme un «avertissement» adressé au président et s'interrogeaient sur les leçons qu'il en tirerait, celui-ci a ostensiblement choisi de n'infléchir en rien sa ligne. Rappelant à ses troupes que l'essentiel, c'est-à-dire l'existence d'une large majorité, demeurerait acquis, il a complété le gouvernement en appliquant les mêmes principes que quelques semaines plus tôt et il a poussé avec la même détermination tous les dossiers des réformes, sans retranchements et sans ralentissement. Voilà qui est de bon augure, car il est certain que la volonté de réforme du président se heurtera à maints obstacles et il faut que tout le monde sache que ces obstacles n'ont aucune chance de provoquer le renoncement.

ET MAINTENANT ?

«Ensemble tout devient possible», disait le slogan de Nicolas Sarkozy. Possible, sans doute, mais non certain, et encore moins facile. On voit déjà clairement ce qui pourrait entraver la marche vers les réformes nécessaires.

Il ne faut pas croire que le terrain politique soit déblayé. Lors du précédent quinquennat, la gauche écrasée en 2002, a remporté toutes les élections intermédiaires, éventuellement de façon écrasante, en gagnant vingt régions sur vingt-deux. Les prochaines municipales, en 2008, n'incitent guère à l'optimisme. Les grandes villes sont très menacées, qu'elles risquent de rester à gauche, comme Paris et Lyon, ou de tomber à gauche, comme bon nombre d'autres. C'est dans les grandes villes que Ségolène Royal, même battue au plan national, a souvent été majoritaire. Certes, les élections municipales ne déterminent pas la politique de l'Etat, mais l'effet psychologique de véritables chapelets de défaites serait redoutable. Et surtout, il faut prendre en compte ce qu'on a coutume d'appeler le «troisième tour» (qui serait cette année le cinquième), le «tour social». Il faut à ce sujet dénoncer vigoureusement ces appellations abusives. Lorsque la droite remporte les élections régulières, on semble considérer comme normal que la gauche contre-attaque en ayant recours à ses propres forces, c'est-à-dire au pouvoir de la rue. Cette façon d'accorder la même légitimité au suffrage réfléchi de plusieurs dizaines de millions de citoyens et à la pression menaçante de quelques centaines de milliers de personnes qui défendent des intérêts particuliers est un déni de tout état de droit. Cette année, nul ne sait ce qui se produira réellement : on annonce tous les

ans, régulièrement, que «l'automne sera chaud», ce qui n'est pas toujours le cas. On peut seulement dire que bien des conditions sont réunies pour que des manifestations soient déclenchées, moins par la gauche «institutionnelle», qui aurait peu de pouvoir de récupération politique, que par l'extrême gauche, qui n'a rien à perdre électoralement et qui voit dans le deuxième tour des élections législatives un frémissement dans le «peuple de gauche» dont elle pourrait profiter.

L'éventualité de troubles dans la rue



est d'autant plus envisageable que les occasions ne manqueront pas. Chacune des réformes annoncées par Nicolas Sarkozy peut fournir un prétexte à manifestations. A tout moment peut surgir l'instant de vérité, celui de l'affrontement décisif entre le pouvoir légal et la force brute de la rue. Il y aurait alors un vaincu et un vainqueur qui resterait maître du terrain et qui imposerait sa loi à son adversaire, sur le moment et pour la suite des événements.

Même si, répétons-le, il n'est pas certain qu'on en arrive là, mais l'éventualité est assez précise pour que le président et le

gouvernement s'y préparent. Il est capital que le pouvoir légal l'emporte. Pour cela, il faut qu'il fasse preuve d'une détermination sans faille, mais il faut aussi qu'il soit capable de rassembler et de mobiliser toutes ses forces potentielles, en particulier les forces militantes : en cas de difficultés sérieuses, le verbe des «communicants» serait d'un faible secours. Les militants, il ne faut jamais l'oublier, ne sont pas seulement utiles par leur action propre, ils sont aussi un rouage essentiel pour provoquer l'engagement actif des autres forces vives.

L'avenir est ouvert. Scénario dur ou scénario mou (qui ne serait pas forcément le plus favorable), il ne faut pas s'imaginer que les forces de blocage soient décisivement affaiblies ou résignées à leur défaite. Il y aura de toute façon, sous des formes difficiles à prévoir, un affrontement pour la suprématie. Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont en main beaucoup de très bonnes cartes, à commencer par celle d'une légitimité forte et incontestable. Mais ils ne pourront l'emporter que s'ils bénéficient d'un large soutien, et surtout de celui de leurs partisans les plus résolus. Ce soutien, ils l'obtiendront en menant sans concessions l'action de salut public annoncée par le président de la République. Cette action n'est pas sans risque, mais ces risques sont féconds et seront finalement surmontés, alors que la faiblesse, ou même le simple relâchement, conduirait inéluctablement à l'enlèvement.

Pour notre part, nous sommes engagés sans réserve pour la réussite du mandat de Nicolas Sarkozy, une réussite qui sera le fruit d'une politique intransigeante de salut public telle qu'il l'a définie et annoncée de la façon la plus nette.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (1^{re} imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL : 30 € / 50 € / 80 € / 120 € ou plus

Je souhaite adhérer au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € / Cotisation couple : 40 € / Cotisation simple : 25 € / Cotisation chômeur : 10 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € / Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» : simple 30 € / soutien : à partir de 160 €

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote